Reportage — Monde

# Victoire des démocrates aux États-Unis : un espoir pour l'écologie




Par Martin Rigaud-Pezzoni, Théo Quintard

4 novembre 2026 à 09h28

Mis à jour le 4 novembre 2026 à 10h05

Durée de lecture : 6 minutes

**En reprenant la Chambre des représentants et le Sénat lors des élections de mi-mandat, les démocrates ont infligé un sévère revers à Donald Trump. Il leur sera impossible d'enrayer totalement sa mécanique climatique mortifère, mais ils pourront freiner certaines mesures.**

San Antonio (États-Unis), correspondance

Un raz de marée bleu et un contre-pouvoir retrouvé. En reprenant la Chambre des représentants et le Sénat lors des élections de mi-mandat du mardi 3 novembre, les démocrates ont mis un coup d'arrêt à la mécanique jusque-là huilée de la présidence de Donald Trump. Le président des énergies fossiles devra désormais ferrailler avec un Congrès d'opposition revigoré, plus à même de lutter sur les sujets énergétiques, mais aussi environnementaux.

Dans un pays où l'écologie est devenue un sujet presque imprononçable durant la campagne — jusque dans les rangs démocrates, davantage soucieux du pouvoir d'achat —, cette éclaircie électorale ouvre une brèche. *« Cela réduira considérablement la marge de manœuvre de Trump en matière d'énergie et d'environnement »*, assure Daniel Farber, professeur de droit à l'université de Berkeley, qui prédit *« une sorte de guérilla institutionnelle »*.

Si un Congrès démocrate ne peut pas, à lui seul, inverser la politique climatosceptique de la Maison Blanche, il dispose de leviers pour en entraver l'application. Et le premier est budgétaire, car l'administration de Donald Trump sera forcée de composer avec les deux chambres pour faire adopter ses prochaines lois de finances.

Les démocrates pourront tenter d'y intégrer des cavaliers législatifs — *riders* en anglais, une disposition souvent sans rapport avec l'objectif principal du texte — pour protéger des programmes menacés ou limiter les crédits destinés aux politiques les plus polluantes. *« Avec la Chambre et le Sénat, il existe, dans l'ensemble, un soutien bipartisan suffisant pour permettre, à mon avis, l'adoption de réglementations fédérales »*, se félicite Johanna Bozuwa, chercheuse et directrice exécutive du Climate and Community Institute (CCI), un groupe de réflexion progressiste.

## Une reconquête surprise du Sénat

Surtout, les démocrates pourront sommer l'administration la plus climatosceptique de l'histoire étasunienne de rendre des comptes : ouvrir des enquêtes, exiger des documents et convoquer ses responsables sous serment. *« C'est notre devoir*, insiste Johanna Bozuwa. *Beaucoup semblent désabusés, mais nous ne devons pas nous résigner. Nous nous devons d'alerter la population pour exposer au grand jour ses agissements. »*

Dans son viseur, notamment : le secrétaire à l'Énergie, Chris Wright, qui pourrait être sommé de justifier les subventions vertes sabrées et les offensives de son département contre les projets d'éoliens offshore. Sans annuler ces mesures, les enquêtes permettraient d'en exposer les conséquences et d'accroître la pression politique.

**Lire aussi :** Des énergies fossiles ou rien : Donald Trump sabote l'éolien en mer

Le contrôle du Congrès ne suffira toutefois pas à effacer les reculs environnementaux de l'administration Trump. Retrait de l'Accord de Paris, coupes budgétaires et suppressions massives de postes à l'Agence de protection de l'environnement (EPA) et à l'Agence étasunienne d'observation océanique et atmosphérique (Noaa), assouplissement des contraintes imposées aux industries fossiles ou encore suppression de certaines aides aux énergies propres par la loi tentaculaire One Big Beautiful Bill…

Pour revenir sur les dispositions inscrites dans la loi, les démocrates devront encore composer avec le veto présidentiel, que seule une majorité des deux tiers dans chacune des deux chambres peut surmonter. Même si les démocrates

obtenaient des financements ou de nouvelles protections dans la loi, leur mise en œuvre resterait tributaire d'une administration qui a déjà bloqué des fonds et affaibli les agences chargées de les appliquer.

**Lire aussi :** Trump II : « La pire offensive de l'histoire contre l'environnement »

Cette reconquête surprise du Sénat et cette claque infligée aux républicains leur donneront néanmoins une arme supplémentaire : la possibilité de bloquer la confirmation des hauts responsables et des juges fédéraux choisis par le président. Un pouvoir considérable quand on sait que la Cour suprême, dominée par une majorité conservatrice, a déjà restreint les prérogatives des agences fédérales en matière de régulation climatique et que le blocage des nominations laisserait davantage de postes vacants à pourvoir pour le prochain président.

## Bataille contre les data centers

Au-delà du Capitole, les démocrates peuvent aussi se prévaloir de victoires significatives à l'échelon local, trop souvent éclipsées par les enjeux fédéraux malgré leur importance pour le quotidien des Étasuniens. Dans un pays extrêmement polarisé, où le pouvoir fédéral se retrouve régulièrement paralysé, les États peuvent adopter leurs propres lois climatiques et imposer des protections plus strictes que celles de Washington.

**Lire aussi :** Data centers : même les pro-Trump rejoignent la fronde aux États-Unis

Parmi les principaux sujets de ces élections de mi-mandat, la bataille autour des data centers est la parfaite illustration de cette tension entre la Maison Blanche et les États fédérés. Alors que Donald Trump entend accélérer leur développement pour soutenir l'essor de l'intelligence artificielle, leur implantation suscite des oppositions locales croissantes. *« Leurs procédures d'autorisation et leurs règles d'urbanisme peuvent faciliter ou empêcher leur construction. Les collectivités locales ont une grande influence »,* abonde Max Frankel, directeur exécutif du Seec Institute, une organisation qui fédère élus, entreprises et acteurs de la société civile autour des politiques climatiques et énergétiques.

Ainsi des États, comme celui de New York, du Maine et du Massachusetts, se sont levés contre ses ogres énergivores. Ces États — qui sont restés bleus — deviennent autant de points d'ancrage pour une résistance qui ne peut plus s'organiser uniquement à Washington.

Dans le Wisconsin, par exemple, la victoire de David Crowley permettra au camp démocrate de poursuivre l'objectif d'une électricité entièrement décarbonée d'ici 2050. Facilement réélue, la gouverneure de New York Kathy Hochul pourra poursuivre son bras de fer avec l'administration Trump pour défendre son Climate Superfund. Cette loi, bloquée en justice et attaquée par Washington, prévoit de faire payer 75 milliards de dollars (67 milliards d'euros) aux grandes entreprises fossiles pour financer l'adaptation au changement climatique.

## Se préparer à l'après-Trump

Ces élections locales esquissent aussi une autre carte politique des États-Unis. Elles offrent aux démocrates des bastions pour se reconstruire, faire émerger de nouvelles figures et préparer l'après-Trump. Un enjeu

d'autant plus important que le parti n'est pas monolithique et est traversé par des mouvances un peu plus sensibles à la question écologique, allant de son aile gauche aux Socialistes démocrates d'Amérique (DSA).

Cette *« nouvelle gauche »* est notamment incarnée par Alexandria Ocasio-Cortez, qui a défendu la tentative Green New Deal en 2019, et William Lawrence, fraîchement élu dans le Michigan et cofondateur du Sunrise Movement, un mouvement pour le climat et la justice.

À deux ans de la prochaine présidentielle et de la fin annoncée du règne de Donald Trump, ces élections pourraient offrir aux démocrates et à l'écologie une fenêtre politique autrement plus favorable. *« Il sera difficile de tout changer du jour au lendemain, mais les démocrates peuvent amorcer une dynamique,* veut croire Johanna Bozuwa, du Climate and Community Institute. *Ils ont l'occasion d'essayer de dessiner un nouvel avenir. »*

---

Monde